

# Document

## Tunisie: l'impatience des habitants de Kasserine

(lexpress.fr)

**27 mai 2011**

*Cette ville de l'intérieur a payé un lourd tribut à la chute de Ben Ali. Cinq mois après la révolution, le scepticisme l'emporte. Les habitants attendent toujours des nouvelles autorités qu'elles leur fournissent des emplois. Ils exigent aussi que justice soit faite.*

C'est une cité poussiéreuse entourée de collines arides, à quatre heures de route de Tunis et à mille lieues des stations balnéaires de la côte méditerranéenne. Kasserine, 100 000 habitants, est l'envers du décor du "miracle tunisien" si longtemps vanté par les thuriféraires du régime de Ben Ali. L'unique usine, une fabrique de pâte à papier, a été construite au tout début de l'indépendance, il y a un demi-siècle. En cinq ans, depuis 2005, elle a fermé six de ses sept unités de production.

Principale activité de la ville: la contrebande avec l'Algérie, dont la frontière n'est qu'à 70 kilomètres. On y échange des paquets de macaronis et des conserves de tomates made in Tunisia contre des bidons d'essence, des cigarettes, des pneus ou des tiges de fer destinées à la construction. Il ne passe plus guère de trains sur la voie ferrée qui sépare les immeubles dégingués du centre-ville du quartier populaire d'Ezzouhour.

Dans le faubourg délaissé, les égouts sont à ciel ouvert et seule la rue principale est goudronnée. Sur une petite place, un monument aux morts tout neuf: il a été érigé en hommage aux "martyrs" de la révolution. Entièrement financé par les habitants, il porte les noms de 19 jeunes gens tués par balle par les forces de l'ordre pendant le soulèvement de janvier.

"Ce sont ceux de Kasserine qui ont creusé la tombe de Ben Ali", affirme avec fierté Abdelwahab Homri, un professeur de mathématiques, militant syndical et membre du collectif local de sauvegarde de la révolution. Car la ville est celle qui a payé le plus lourd tribut à la chute de l'ancien régime. Celle aussi où tout s'est joué, les 8, 9 et 10 janvier, trois journées particulièrement meurtrières qui ont fait plus de 20 morts et 200 blessés, dont plusieurs dizaines par balle.

Président de la commission chargée d'enquêter sur les "violations et abus" commis pendant les événements, Taoufik Bouderbala dévoilait, le 12 avril dernier à Tunis, ses premières conclusions. L'ancien régime, révélait-il, avait "ordonné le bombardement du quartier d'Ezzouhour, afin de faire plier la région et de mettre à genoux ses habitants"; les armes à feu étaient utilisées "avec l'intention de tuer" par des "tireurs d'élite appartenant à des brigades de l'ordre public". Certains d'entre eux, encagoulés, étaient postés sur les toits. A Kasserine, tout le monde les appelle les kanassa (snipers). Et certains disent que parmi eux, il y avait une femme...

La vie de Wael Karafi a basculé en quelques instants le 10 janvier. Agé de 20 ans, titulaire depuis peu d'un CAP en électromécanique, il suivait avec beaucoup d'autres le cortège funèbre d'un camarade abattu l'avant-veille par les forces de l'ordre. Dans un premier temps, la police a tenté de leur barrer le passage en utilisant des gaz lacrymogènes. Puis ont éclaté des tirs. Il a eu le genou explosé. En quelques jours, la gangrène s'est installée, et les chirurgiens n'ont pas eu d'autre choix que de l'amputer. Aujourd'hui, le jeune homme apprend à marcher avec des béquilles.

L'Etat tunisien lui a versé l'équivalent de 1500 euros pour solde de tout compte, comme à tous ceux qui ont été blessés par balle, et un collectif d'associations locales a convaincu le gouverneur (préfet) de lui offrir un poste de standardiste dans un établissement public. Il sera payé au Smic, l'équivalent de 125 euros par mois. "Trop peu", juge-t-il.

Afaf Idoudi, 20 ans tout juste elle aussi, a été touchée à la cuisse deux minutes après Wael, au cours des mêmes obsèques. Une mauvaise fracture du fémur l'a immobilisée pendant trois mois. La jeune fille

recommence depuis peu à marcher, avec une canne. Mais elle n'est pas sûre de pouvoir reprendre ses études - elle préparait un CAP d'électricité - et s'inquiète pour son avenir. Elle voudrait que le gouverneur lui trouve, à elle aussi, un poste de standardiste.

Le chômage des jeunes est ici un terrible fléau. Les deux frères d'Afaf font partie de ceux, nombreux, qui ont préféré quitter la ville et la Tunisie. Le premier a vécu quatre ans dans le sud de la France sans papiers avant d'obtenir, l'an dernier, un permis de séjour. Le second l'a rejoint en avril en passant, comme des milliers d'autres, par l'île de Lampedusa.

"Du temps de Ben Ali, les frontières étaient très contrôlées. Il fallait passer par la Libye, c'était très cher. Après la révolution, tout s'est ouvert, c'est devenu beaucoup plus facile", explique Mohamed. A 30 ans, lui hésite à franchir le pas. Parce qu'il ne trouvait rien avec sa licence d'anglais, il s'est reconverti dans l'informatique et tient une boutique Internet dans le centre de Kasserine. Il touche 250 dinars (125 euros) par mois. Il montre le CV qu'il a préparé pour le gouvernorat: il a entendu dire qu'une usine de composants électroniques allait s'installer dans la ville et il tient à se mettre sur les rangs.

"Il y a eu beaucoup de promesses, des ministres sont venus, ils ont parlé d'une zone industrielle, d'usines... Mais jusqu'ici nous n'avons rien vu de concret", déplore de son côté Issam. A 28 ans, titulaire d'une maîtrise de tourisme, il est sans emploi depuis 2007. "On fait quoi, avec juste la liberté? Sans travail, il n'y a pas de dignité!" renchérit Adel. Lui a un master en logistique, il a effectué l'an dernier un stage à Dubai où il songe à repartir, malgré son attachement à sa ville. En attendant, il milite au sein d'une toute nouvelle association qui tente d'aider les jeunes à postuler pour un job ou une subvention. Il se méfie des partis qui ont "mis le grappin" sur la révolution.

Issam et Adel passent le plus clair de leurs journées à tuer le temps dans un café de la ville. Ils ne sont pas les seuls. Qu'ils soient "populaires" - entendez avec une terrasse et une clientèle exclusivement masculine - ou "mixtes" - un peu plus branchés et fréquentés également par quelques jeunes femmes - les cafés de Kasserine sont le refuge préféré des chômeurs. L'expresso y coûte 300 millimes (15 centimes d'euros), le "direct" (café-crème) à peine plus cher. Et les cigarettes de contrebande se vendent à l'unité, au coin de la rue.

"On me demande de résoudre des problèmes qui se sont accumulés depuis vingt-trois ans", soupire Sliman Amor ben-Haj, le gouverneur de Kasserine. Ses deux prédécesseurs - celui qui officiait avant la chute du dictateur et celui désigné par le premier gouvernement provisoire - ont été "dégagés" par les révolutionnaires. Lui vient de l'armée, ce qui est un atout dans la Tunisie post-révolutionnaire. Cet ancien de l'Ecole navale reçoit une cinquantaine de personnes par jour. Depuis quelques semaines, il est en mesure d'offrir aux jeunes diplômés sans emploi une subvention d'une centaine d'euros par mois pendant un an, "afin de les aider à financer leurs démarches".

Ce programme, baptisé Amal (Espoir), est l'une des mesures phares du gouvernement. A l'origine, les jeunes devaient aussi recevoir une formation, mais les autorités se sont vite rendu compte qu'elles n'en auraient pas les moyens. A Kasserine, plus de 7000 jeunes ont déjà vu leur dossier accepté. "Ils veulent juste nous faire patienter", commente, sans illusions, l'un des bénéficiaires. Le gouverneur ne dit pas autre chose. Grâce à un autre programme, il a pu également offrir 3000 emplois de journaliers à des chômeurs non qualifiés pour des travaux d'intérêt général. De quoi les occuper pendant quelques mois. "On ouvre des chantiers dont on n'a pas vraiment besoin dans le seul but de faire travailler les gens", reconnaît l'officier.

Chaque matin, ils sont près de 200 à se masser devant l'entrée du gouvernorat dans l'espoir d'obtenir une aide. "Le développement régional a toujours été conçu en Tunisie comme une politique d'assistance aux populations des régions déshéritées", souligne, à Tunis, le ministre du Développement régional, Abderrazak Zouari. Cet économiste souhaite profiter de son passage à la tête de ce nouveau ministère pour amorcer la réflexion sur le sujet. En attendant, la loi de finances rectificative, qui sera promulguée au début de juin, devrait lui permettre de réaffecter aux gouvernorats abandonnés de l'intérieur une partie des crédits destinés à l'origine aux régions côtières.

"Lorsque le dictateur est parti, nous avons eu le sentiment d'être arrivés au sommet de la montagne. Nous étions enthousiastes. Mais, en regardant au loin, de ce sommet, nous avons vu une chaîne immense et nous avons compris que nous aurions beaucoup d'autres montagnes à gravir", confie Me Ahmed Misarki, un avocat au barreau de Kasserine.

Depuis le début de l'année, près d'une vingtaine d'associations ont été créées dans la ville, dont une douzaine s'efforcent d'agir ensemble au sein d'un réseau commun. La plupart d'entre elles ont pour objectifs affichés la citoyenneté, la démocratie et le développement, durable ou équitable. Elles organisent des débats et des séminaires. Elles s'efforcent aussi d'aider les victimes de la révolution à faire valoir leurs droits. Tout récemment, elles ont obtenu du gouverneur qu'il leur accorde une priorité à l'embauche lorsque l'usine de pâte à papier procédera à des recrutements. Les victimes exigent aussi que justice soit faite.

L'un des magistrats instructeurs a décidé de s'impliquer dans ce combat. En poste depuis quinze ans à Kasserine, ce petit juge qui préfère garder l'anonymat a entendu, en deux mois, un millier de témoins. Il a mis en examen une vingtaine de responsables des forces de l'ordre, à Kasserine et à Tunis. Y compris l'ex-président Ben Ali et son ancien ministre de l'Intérieur Abdallah Kallel, sous les verrous depuis le 11 mars. "Pour les snipers, dit-il, c'est plus compliqué, car ils étaient masqués. J'ai demandé au ministère de l'Intérieur de me fournir la liste exacte des unités de la police qui ont été envoyées à Kasserine. Mais cela traîne à Tunis..."

Or les lenteurs de l'enquête sont difficiles à vivre lorsque les plaies sont encore béantes. Dans sa maison d'Ezzouhour, la mère de Mohamed Nasri crie vengeance. "Je veux, dit-elle, voir mort celui qui a tué mon fils." Le portrait de Mohamed trône sur le mur du salon familial. Le jeune homme avait 22 ans, il venait d'être embauché à l'usine. Après le travail, dans l'après-midi du 10 janvier, il est allé manifester avec Sami, son frère aîné, ouvrier comme lui. Le certificat de décès signé par le chef du service de médecine légale de l'hôpital de Kasserine précise qu'il est mort d'une "blessure abdominale grave causée par un projectile d'arme à feu".

La famille a reçu un chèque de 20 000 dinars (10 000 euros). Mais cela n'empêche pas le père de Mohamed, un retraité de 65 ans, de déplorer le "manque de reconnaissance". La municipalité avait promis de changer le nom de leur rue pour lui donner celui de leur fils. Ils attendent toujours. La mère se dit "prête à payer la plaque", afin que le nom de Mohamed "reste gravé dans les mémoires".

### **Une région déshéritée**

Le gouvernorat de Kasserine est la plus déshéritée des 24 préfectures du pays, selon le ministère du Développement régional. Le taux de chômage des jeunes diplômés atteint presque 40%, pour une moyenne nationale de 23,3%. Et 12,8% de la population vit avec moins de 400 dinars par an (200 euros, soit 55 centimes d'euro par jour), un taux presque quatre fois supérieur à la moyenne nationale.